

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Troisième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 20-24 octobre 2003

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 8 de l'ordre du
jour

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.3/2003/8/4
18 septembre 2003
ORIGINAL: FRANÇAIS

INTERVENTION PROLONGÉE DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT— RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO 10288.0

Intervention prolongée de secours et de redressement en faveur des populations affectées par les conflits armés

Nombre de bénéficiaires

Première année 1 602 700 (dont 1 202 700 femmes)

Deuxième année 1 260 000 (dont 947 500 femmes)

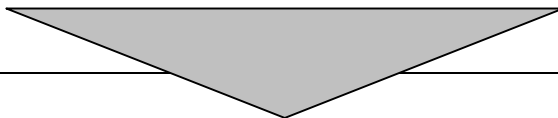
Durée du projet Deux ans
(1er janvier 2004–31 décembre 2005)

Coût (dollars E.-U.)

Coût total des produits alimentaires	56 543 364
Coût total pour le PAM	157 873 029
Coût total du projet	157 873 029
Quantité de produits alimentaires	187 672 tonnes

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil
d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM
(<http://www.wfp.org/eb>).

Note au Conseil d'administration



Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur du Bureau régional pour l'Afrique orientale et centrale (ODK): M. H. Arthur

Attachée de liaison principale, ODK: Mme F. Nabulsi tél.: 066513-2385

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le Superviseur de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2328).



Résumé

Depuis le 2 août 1998, la République démocratique du Congo (RDC) est en proie à un conflit armé qui s'est rapidement transformé en une crise humanitaire complexe. Les effets néfastes de cette guerre, s'ajoutant à une trentaine d'années de mauvaise gouvernance, se reflètent dans les indices de développement humain très faibles qui caractérisent la RDC.

À la fin de l'année 2002, le pays comptait un minimum de 2,7 millions de personnes déplacées dont la majorité dans le district de l'Ituri, les provinces du Nord et Sud Kivu, le Maniema et le Nord-Katanga. Ces mêmes provinces accusent les taux de malnutrition sévère les plus élevés du pays —de 6 à 10,5 pour cent— chiffre bien supérieur au seuil tolérable pour les pays en développement selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS) (2 pour cent).

Les données recueillies par l'équipe du Bureau de l'évaluation du PAM, qui s'est rendue en RDC en mars/avril 2003, font apparaître dans ces régions une situation très instable qui risque de se dégrader, surtout si les négociations politiques en cours échouent.

Les provinces du Bas-Congo, du Bandundu et du Katanga accueillent, outre des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI), environ 55 000 réfugiés angolais bénéficiant de l'aide alimentaire du PAM. Grâce au processus de stabilisation politico-militaire en cours dans leurs pays d'origine, la majorité de ces réfugiés pourra être rapatriée au cours de la période 2004–2005.

L'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 10288.0 comprend trois composantes essentielles, à savoir secours, réfugiés et redressement. La mise en œuvre de la composante secours sera prioritaire et essentiellement ciblée sur l'est de la RDC. Elle comprendra des distributions générales, limitées dans le temps, destinées principalement aux personnes nouvellement déplacées à l'intérieur du pays; des activités d'assistance aux enfants mal nourris, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes, ainsi qu'aux groupes vulnérables; et des activités d'alimentation scolaire d'urgence dans certaines écoles primaires et garderies d'enfants. En 2004, 59 983 tonnes de produits alimentaires (57 pour cent des ressources totales pour 2004) seront affectées à cette composante; ce pourcentage sera réduit à 49 pour cent (39 499 tonnes) en 2005. Ces vivres devraient couvrir les besoins alimentaires de 727 000 personnes en 2004 et 481 800 en 2005.

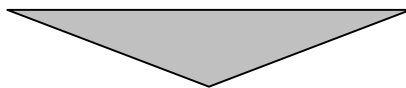
S'agissant de la composante réfugiés, il faudra pour la première année 3 577 tonnes de produits alimentaires (3 pour cent du total des besoins alimentaires prévus pour 2004) pour 35 000 réfugiés et pour la deuxième année 1 670 tonnes pour 16 300 réfugiés (2 pour cent du total de l'assistance alimentaire prévue pour 2005). Cette assistance sera en grande partie dispensée sous forme de distribution générale.

Par le biais de sa composante redressement, le PAM continuera d'accompagner la réinstallation des PDI et des rapatriés lorsque les conditions de sécurité le permettront, et d'appuyer les activités de réinsertion et de renforcement par le biais d'activités vivres pour la création d'actifs (vivres-contre-travail [VCT] et vivres pour la formation [VPF]). Ce volet ciblera aussi les personnes infectées ou affectées par le VIH/SIDA et les enfants associés aux forces combattantes. Les femmes représenteront environ 80 pour cent des participants aux activités VCT et VPF. Le PAM consacra à ce volet 40 pour cent des ressources totales pour 2004 (42 632 tonnes) la première année, et 49 pour cent des ressources totales pour 2005 (40 253 tonnes) la deuxième année. Ces vivres seront distribués à environ 840 700 personnes en 2004 et 761 900 en 2005.



Au total, l'IPSR 10288.0 mobilisera 187 672 tonnes de denrées d'une valeur de 56 543 364 dollars E.-U. à un coût total pour le PAM de 157 873 029 dollars dont les détails sont fournis et justifiés dans le document et ses différentes annexes.

Projet de décision*



Le Conseil d'administration approuve l'IPSR République démocratique du Congo 10288.0—"Intervention prolongée de secours et de redressement en faveur des populations affectées par les conflits armés" (WFP/EB.3/2003/8/4).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.



CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Contexte de la crise

1. La situation de guerre ainsi que des décennies de mauvaise gouvernance ont eu un effet dévastateur sur l'économie de la RDC et la qualité de vie de ses habitants. Le rapport sur le développement humain 2002 du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) classe la RDC au 139^{ème} rang sur 179 pays.
2. Depuis le mois d'août 1998, la RDC est le théâtre d'une guerre civile, consécutive à celle d'octobre 1996 à mai 1997, qui a contribué à la destruction des principales infrastructures et à la fermeture de plusieurs unités de production et de certaines voies de communication. L'insécurité alimentaire ne cesse de s'accroître parmi les populations urbaines et rurales. Dans les milieux ruraux, la guerre a créé une situation d'insécurité constante, des abus des droits de l'homme et des déplacements massifs de populations à l'intérieur du pays. La RDC abrite également des milliers de réfugiés angolais dont le processus de rapatriement a débuté au cours du premier semestre de 2003.
3. La mise en œuvre du cessez-le-feu (résolution 1341 du Conseil de sécurité) n'est intervenue qu'en 2000 et l'ouverture politique favorisant les négociations intercongolaises a débuté avec l'arrivée au pouvoir du Président Joseph Kabila en 2001. Ce processus politique prometteur a abouti à l'Accord politique global et inclusif signé à Pretoria en décembre 2002.
4. En juin 2003, les signataires de l'Accord ont mis en place un gouvernement de transition et d'union nationale qui semble décidé à rétablir la paix et relancer l'économie, ce qui a suscité un regain de confiance de la part des donateurs. Pour la première fois, un Ministère de solidarité nationale et des affaires humanitaires a été créé pour gérer la situation humanitaire qui prévaut dans le pays.
5. Pour faire face à la crise humanitaire, les Nations Unies ont lancé depuis 1999 des appels communs pour une mobilisation et une mise en œuvre coordonnée des interventions, dont le plus récent en novembre 2002 afin d'élargir l'espace humanitaire et de renforcer les dynamiques de réintégration.

Analyse de la situation

6. Depuis août 1998, la RDC compte environ 2,7 millions de PDI (localisées pour la plupart dans le district de l'Ituri, les provinces du Nord et du Sud Kivu, le Maniema et le nord de la province du Katanga)¹ composées en majorité de femmes et d'enfants, les hommes ayant été enrôlés dans les forces combattantes. Depuis plus de 20 ans, l'insécurité, la ligne de front divisant le pays en deux, le délabrement des infrastructures logistiques du pays et la récession économique n'ont cessé d'aggraver les conditions de vie déjà précaires de la population. Ces déplacements de population ont affecté particulièrement les régions précédemment riches en produits agricoles et minerais, et les grandes villes.
7. La situation nutritionnelle des PDI est préoccupante et il est probable que les taux de malnutrition chronique et sévère, déjà élevés parmi la population locale, soient encore plus accentués parmi les PDI (généralement sans abris et traumatisées par les sévices et actes de violence), qui n'ont qu'un accès limité aux moyens de subsistance et aux soins de santé.

¹ Rapport du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) sur les populations affectées dans la Région des Grands Lacs, janvier 2003.



Les taux de malnutrition sévère dans les provinces du Nord et du Sud Kivu ont varié entre 10 et 30 pour cent en 2002.

8. Les PDI ont trouvé refuge dans les chefs-lieux ou à proximité de Bunia, Bukavu, Goma, Kindu, dans les provinces où règne une certaine stabilité (Équateur, Kinshasa, partie sud du Katanga, les deux Kasai) tandis que d'autres se cachent dans les forêts. Le climat d'insécurité et d'instabilité rend extrêmement difficile la tâche des organisations humanitaires ainsi que le suivi des déplacements et la collecte de données sur la situation de sécurité alimentaire des populations ayant besoin d'assistance.
9. La RDC est classée 24^{ème} sur les 25 pays au monde les plus touchés par le SIDA. Selon le Programme national de lutte contre le SIDA (PNLS), la séroprévalence du SIDA est estimée entre 20 et 30 pour cent dans les régions directement touchées par les conflits armés dans l'est du pays, alors qu'à l'ouest, elle n'est que de 5 pour cent. La propagation du VIH/SIDA dans ces zones est imputable aux déplacements massifs de populations et aux nombreuses violences sexuelles perpétrées sur les femmes par des bandes armées.
10. Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) prévoit que plus de 300 000 congolais, réfugiés dans les pays limitrophes, pourraient regagner la RDC entre 2004 et 2005 si la paix se consolidait. Parallèlement, de nombreux réfugiés angolais, bénéficiant actuellement d'une assistance du PAM en RDC pourraient être rapatriés dans leurs pays d'origine au cours de la même période.

Sécurité alimentaire

11. Les terres du Kivu comptent parmi les plus riches d'Afrique et constituaient une source d'approvisionnement importante pour les grands centres urbains. En raison de la guerre, de nombreux champs et entreprises agricoles ont été abandonnés, les rendements ont baissé faute d'intrants, les récoltes sont continuellement pillées et une grande partie du bétail a péri. En mars 2003, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a fait observer que la RDC figure parmi les 25 pays africains confrontés à un déficit alimentaire grave². Les Ministères de la santé et de l'agriculture ont souligné que depuis le début des conflits armés, la situation nutritionnelle des populations congolaises n'a cessé de se dégrader. Selon la FAO, le taux des personnes sous-alimentées a plus que doublé entre 1990 et 2000, passant de 15 à 32 millions. Selon le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), près de 27 pour cent des ménages ne prennent qu'un seul repas par jour et 2 pour cent ne mangent pas chaque jour³. En plus de la faible disponibilité de vivres, le manque de revenus constitue aussi l'une des causes importantes de la sous-alimentation et de la malnutrition dans le pays.
12. Le délabrement ou la fermeture des infrastructures routières et ferroviaires a contribué à l'enclavement de nombreuses zones de grande production agricole dans les provinces de l'Équateur et le Nord-Katanga. Environ 2 pour cent seulement des routes sont asphaltées et le transport fluvial reste le moyen de transport le plus adapté, mais extrêmement limité pour l'échange des produits commerciaux. La difficulté des échanges commerciaux a amené les agriculteurs à se consacrer à une agriculture de subsistance, entraînant ainsi une réduction de la disponibilité des produits vivriers sur le marché.

² Carte de la faim dans le monde, 2003.

³ Enquête nationale sur la situation des enfants et des femmes, Enquête par grappes fondée sur des indicateurs multiples (MICS) 2 /2002.



13. Dans les chefs-lieux de province et dans les zones accueillant un grand nombre de PDI, les prix des aliments de base sont en hausse continue, réduisant davantage l'accès des ménages à ces aliments non seulement pour les PDI mais aussi pour la population résidente, ce qui donne lieu à une compétition pour les mêmes ressources.

Condition de la femme

14. Plus de 44 pour cent des femmes sont analphabètes contre 19 pour cent chez les hommes. Nombre d'entre elles n'ont pas accès à des soins adéquats pendant l'accouchement et le taux de mortalité maternelle varie entre 905 pour 100 000 dans l'Ituri et 3 000 pour 100 000 dans les Kivu. La malnutrition touche 17 pour cent des mères d'enfants de moins de 5 ans.
15. Le nombre de femmes chefs de ménage a sensiblement augmenté —30 pour cent dans les provinces du Nord et du Sud Kivu, du Maniema et dans le district de l'Ituri contre une moyenne nationale de 13 pour cent. Les femmes sont les principales victimes des atrocités perpétrées par les bandes armées; selon la mission interinstitutions qui s'est déroulée en février 2003, les différentes organisations non gouvernementales (ONG) oeuvrant pour les droits de la femme⁴ signalent que près de 5 000 femmes ont été victimes de violences sexuelles. De plus, la prostitution et l'esclavage sexuel sont très répandus, contribuant ainsi à la propagation du SIDA.

Environnement

16. En raison de la présence des 2 millions de Rwandais réfugiés dans le pays, l'environnement physique de l'est du pays se dégrade fortement depuis 1994. Pour satisfaire leurs besoins alimentaires de base et d'autres ressources naturelles, les PDI et les communautés locales s'adonnent au braconnage et à la déforestation des parcs nationaux.

Aide antérieure du PAM

17. Entre 2000 et 2003, le PAM a mobilisé près de 259 081 tonnes de produits alimentaires pour un coût estimatif de 216 586 487 dollars. En juin 2003, le PAM a approuvé une opération d'urgence d'une durée de six mois ciblant 443 000 nouvelles PDI dans l'est du pays, dont la situation nutritionnelle est alarmante. En décembre 2003, à la fin de cette opération et suivant l'évolution de la situation, il est envisagé de couvrir les besoins éventuels des bénéficiaires par la présente IPSR.
18. Selon les conclusions provisoires de la mission d'évaluation indépendante réalisée en avril 2003 par le siège du PAM, l'assistance alimentaire a permis de stabiliser la situation nutritionnelle des PDI. Grâce aux programmes de réhabilitation nutritionnelle ciblant des centaines de milliers d'enfants mal nourris, il a été enregistré des taux de guérison de 93 pour cent avec moins de 2 pour cent de rechute. L'assistance alimentaire a également facilité la réinstallation des rapatriés dans les zones relativement stables par le biais d'activités d'intérêt commun; l'amélioration du transport aérien et routier a aussi contribué au bon fonctionnement des opérations humanitaires.
19. Entre août 2000 et 2002, environ 40 000 réfugiés angolais ayant atteint un niveau d'autosuffisance alimentaire jugé acceptable n'ont plus bénéficié de l'assistance alimentaire⁵. Dans la même optique, le niveau des rations a été réduit progressivement pour les réfugiés partiellement dépendants.

⁴ Réseaux d'information régionaux intégrés, janvier 2003.

⁵ Enquête conjointe PAM-HCR sur les réfugiés angolais, 2001.



Politiques et programmes de redressement du gouvernement

20. Le gouvernement s'est engagé à oeuvrer pour la reconstruction du pays et l'éradication de la pauvreté avec l'appui de partenaires extérieurs. Pour ce faire, il a mis en place un Programme multisectoriel d'urgence, de réhabilitation et de relance (2002–2005) et a élaboré un document stratégique pour la réduction de la pauvreté.

Justification

21. Au début de 2003, une mission d'évaluation interinstitutions, dirigée par OCHA a mis en évidence l'augmentation du nombre de PDI dans la partie est du pays (500 000); le nombre total de personnes déplacées dans le pays est passé de 2,2 millions entre 2001 et 2002 à 2,7 millions en 2003⁶. Étant donné la détérioration des mécanismes de survie des PDI et des familles d'accueil, la présente IPSR se concentrera sur l'aide de secours et des activités de réhabilitation seront entreprises parallèlement compte tenu de l'engagement du gouvernement dans la reconstruction du pays.
22. En 2001, près de 48 pour cent des enfants de 6 à 11 ans n'étaient pas scolarisés et 58 pour cent de la population n'avaient pas accès à l'eau potable. Les taux de malnutrition sur l'ensemble du pays sont en hausse avec 45 pour cent d'enfants souffrant de malnutrition chronique et 10 pour cent de malnutrition aiguë. Les hôpitaux et postes de santé ont été détruits, les médicaments sont rares et les programmes réguliers de vaccination ont été interrompus⁷.
23. La population congolaise, rurale à 70 pour cent, connaît une insécurité alimentaire prolongée due à une insécurité continue, des pillages répétitifs, la rupture des circuits d'approvisionnement, une production insuffisante et un faible pouvoir d'achat. L'isolement et l'inflation rendent les denrées de base hors de portée d'une grande partie de la population.
24. Le processus de rapatriement des réfugiés angolais ne s'est pas déroulé comme prévu: au lieu des 10 000 réfugiés prévus entre 2001 et 2003, le PAM a fourni une assistance à plus de 60 000 réfugiés au début de 2003, sans compter les 3 500 réfugiés centrafricains cantonnés dans le nord de la province de l'Équateur.

STRATÉGIE DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT

Besoins des bénéficiaires

25. Afin de renforcer leurs mécanismes de survie, l'IPSR fournira une aide de secours aux personnes nouvellement déplacées, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes ainsi qu'aux enfants mal nourris des populations résidentes. Les enfants associés aux forces combattantes et d'autres groupes vulnérables sans soutien familial bénéficieront également de cette assistance. Les familles des personnes infectées par le VIH/SIDA seront intégrées aux programmes VPF et VCT. La Banque mondiale et d'autres partenaires pourraient collaborer afin de mettre en place des mécanismes d'appui à ces activités.

⁶ Rapport OCHA et processus d'appels communs, 2003.

⁷ UNICEF, Enquête nationale sur la situation des enfants et des femmes, MICS 2/2001.



26. Le volet redressement contribuera à appuyer des activités de production vivrière ainsi que des travaux de réhabilitation des infrastructures en faveur des personnes pouvant être réintégrées et ayant besoin d'une assistance complémentaire. L'aide alimentaire du PAM sera complétée par des fournitures de semences et des outils par la FAO.
27. L'IPSR 10288.0 élargira également les initiatives pilotes du PAM dans le cadre du volet alimentation scolaire d'urgence visant certaines écoles primaires dans les zones où le taux de scolarisation est inférieur à la moyenne nationale (Nord-Kivu, Sud-Kivu) et dans les zones périphériques des trois grandes villes du pays qui ont accueilli beaucoup de PDI (Kinshasa, Lubumbashi et Kisangani). Ce programme, en collaboration avec l'UNICEF, fera l'objet d'une mission de formulation afin d'établir les modalités d'intervention des différents partenaires.

Le rôle de l'aide alimentaire

28. L'assistance alimentaire apportera un soutien nutritionnel essentiel pour maintenir et stabiliser l'état nutritionnel des bénéficiaires et renforcer leur capacité de survie; elle appuiera également les initiatives pilotes du Programme de désarmement et de réinsertion (PDR) des enfants associés aux forces combattantes. Le volet alimentation scolaire d'urgence constituera un apport alimentaire supplémentaire aux familles victimes de la guerre, ce qui leur permettra d'envoyer leurs enfants à l'école. Un accent particulier sera mis sur la promotion de l'éducation des filles dans les zones ciblées.

Approches du programme

29. L'IPSR prendra le relais de la précédente et de l'opération d'urgence 10280.0 approuvée en juin 2003. Le volet urgence de cette intervention ciblera davantage l'est du pays (district de l'Ituri, provinces du Nord et du Sud Kivu, du Maniema, de l'Équateur et le Nord Katanga), tandis que les activités de redressement se feront dans les zones de relative stabilité (ouest). L'aide alimentaire sera fournie selon différentes modalités, sur une période de deux ans (janvier 2004–décembre 2005):
- Distributions générales gratuites (environ 80 pour cent) aux PDI, aux réfugiés et aux groupes vulnérables, à l'aide de cartes de rations familiales émises au nom des femmes.
 - Rations cuites pour les enfants mal nourris admis dans les centres nutritionnels (thérapeutiques et supplémentaires) et pour les personnes âgées dans les hospices. Les femmes enceintes et mères allaitantes, ainsi que les personnes vivant avec le VIH/SIDA recevront des rations sèches dans des centres spécialisés. Dans le cadre du volet éducation, un repas sera servi quotidiennement à chaque élève des écoles primaires ciblées.
 - Rations pour la protection des semences ou rations de réinstallation fournies essentiellement aux familles réinstallées.
 - Rations familiales VCT et individuelles VFP distribuées aux personnes participant à ces activités et rations pour le PDR fournies aux enfants associés aux forces combattantes.
30. Pour chaque type d'activité, des rations spécifiques ont été retenues sur la base des besoins réels des groupes cibles. Les produits retenus (farine de maïs, mélange maïs-soja, huile végétale, haricots, sel et sucre) sont acceptés par la population et ont été choisis pour leur valeur nutritionnelle. Des programmes de supplémentation en vitamine A et en fer par d'autres partenaires (UNICEF, OMS, BASICS) compléteront l'apport en micronutriments de la ration.



31. Faute de données statistiques et d'informations spécifiques sur les conditions de vie des PDI, des enquêtes socio-économiques et nutritionnelles seront menées avec les partenaires opérationnels. Les données recueillies serviront également de référence pour le changement de stratégie d'assistance en fonction de l'évaluation de la situation humanitaire.

But et objectifs

32. L'IPSR 10288.0 a pour but de contribuer à la survie et à la réinstallation de 2,5 millions de personnes affectées par les conflits armés en RDC, et ses objectifs spécifiques sont les suivants:
- amélioration et/ou stabilisation des disponibilités alimentaires des ménages et de l'état nutritionnel des populations ciblées;
 - amélioration de l'accès des communautés ciblées aux actifs durables, y compris la formation et la réhabilitation des infrastructures communautaires pour favoriser leur réinsertion socio-économique;
 - amélioration de l'accès à l'éducation de base pour environ 100 000 écoliers venant de familles affectées par la guerre dans les écoles ciblées.

PLAN D'EXÉCUTION PAR COMPOSANTE

Principales composantes du programme et bénéficiaires

33. L'IPSR 10288.0 prévoit trois composantes essentielles: secours, réfugiés et redressement. Le rapport entre les composantes secours et redressement variera selon les régions, en fonction de la situation humanitaire et sécuritaire, et des capacités logistiques et de mise en œuvre. Compte tenu du caractère dynamique de la situation humanitaire, la stratégie du programme et les besoins en vivres seront réévalués pendant l'exécution de l'IPSR, en les adaptant le cas échéant.
34. Dans le scénario actuel, la mise en œuvre de la composante secours sera prioritaire dans l'est du pays. Elle comprendra des distributions gratuites limitées dans le temps et destinées principalement aux nouvelles PDI et aux populations rapatriées; des activités portant sur l'alimentation thérapeutique et complémentaire; et des programmes d'assistance aux groupes vulnérables et d'alimentation scolaire pour les populations résidentes. Ce volet représentera 59 983 tonnes et 39 499 tonnes de produits alimentaires pour 2004 et 2005 respectivement.
35. La composante réfugiés sera exécutée dans les provinces du Bas-Congo, Bandundu, Katanga et de l'Équateur. Le volume total de vivres s'élève à 3 577 et 1 670 tonnes pour 2004 et 2005 respectivement.
36. Dans le cadre de la composante redressement, le PAM continuera d'appuyer les activités de réinsertion et de renforcement des capacités visant à favoriser l'autosuffisance alimentaire. Un appui plus soutenu sera apporté aux personnes vivant avec le VIH/SIDA, au PDR des enfants associés aux forces combattantes et à l'alimentation scolaire. Les quantités totales de produits alimentaires pour 2004 et 2005 sont de 42 632 et 40 253 tonnes respectivement.
37. En vue d'assurer la promotion et la participation des femmes, des activités de formation et des campagnes de sensibilisation portant sur les Engagements renforcés du PAM en faveur des femmes (2003–2007) seront réalisées à l'intention des partenaires opérationnels (ONG et gouvernement) et des communautés.



⇒ Composante A: Secours

PDI

38. L'IPSR 10288.0 fournira une assistance à 247 700 PDI en 2004 et à 115 500 l'année suivante dans le district de l'Ituri, les provinces du Nord et du Sud Kivu, du Maniema et la partie nord de la province du Katanga. Une distribution générale d'une durée de 6 mois aura lieu seulement pour les nouvelles PDI, dont une partie intégrera par la suite les activités de redressement.
39. L'expérience de l'IPSR en cours révèle que les PDI ne sont pas entièrement tributaires de l'aide alimentaire et peuvent accroître progressivement leurs mécanismes de survie (cueillette de fruits et de légumes sauvages, et petit commerce). Pour éviter la dépendance à l'égard de l'aide alimentaire, elles recevront une ration individuelle de secours d'environ 1 054 kilocalories/jour qui tiendra compte de leur niveau d'autosuffisance alimentaire. Conformément aux recommandations de la mission d'évaluation de l'IPSR 6274.00, des activités VCT et VPF seront mises en œuvre pour prendre la relève des distributions générales en vue d'assurer durablement la sécurité alimentaire et l'autosuffisance, tout en tenant compte des conditions de déplacement et des contraintes de sécurité⁸.

Enfants mal nourris, femmes enceintes et mères allaitantes à risque nutritionnel

40. Pour répondre aux besoins nutritionnels spécifiques des personnes vulnérables (enfants mal nourris, femmes enceintes et mères allaitantes), environ 290 300 personnes en 2004 et 237 600 en 2005 recevront une ration individuelle d'environ 1 034 et 1 306 kilocalories/jour respectivement sous forme de repas cuits dans les divers centres nutritionnels appuyés par le PAM.
41. Pour encourager la participation à ces programmes de récupération nutritionnelle, des rations sèches familiales (cinq personnes) seront distribuées dans les zones périurbaines essentiellement.

Groupes vulnérables

42. Les personnes âgées et les malades chroniques non accompagnés et sans soutien familial bénéficieront également de l'assistance du PAM durant toute l'année; ils recevront une ration individuelle d'environ 2 063 kilocalories/jour. En 2004, environ 189 000 personnes seront ciblées tandis qu'en 2005 le nombre se réduira à 128 700.

Assistance aux personnes vivant avec le VIH/SIDA

43. Par le biais de l'IPSR 10288.0, 79 500 personnes vivant avec le VIH/SIDA recevront une ration de 2 287 kilocalories/jour afin d'assurer leur récupération nutritionnelle et de les encourager à fréquenter les institutions spécialisées.
44. Le PAM continuera d'encourager ses partenaires d'exécution à organiser des campagnes de sensibilisation sur le VIH/SIDA à l'intention des communautés. Il encouragera d'autres intervenants promoteurs de microcrédits à soutenir les familles des personnes malades ayant reçu une formation dans le cadre d'activités VPF ou ayant participé à des activités VCT pour qu'ils puissent lancer et gérer des activités d'autopromotion.

⁸ Aide-mémoire de la mission d'évaluation de l'IPSR 6274.00, avril 2003.



Alimentation scolaire d'urgence

45. Dans le cadre des projets pilotes d'alimentation scolaire à Kinshasa et à Lubumbashi, le PAM avait, par le biais d'un projet pilote d'alimentation scolaire pendant l'année scolaire 2001/2002, appuyé la scolarisation de 11 000 enfants issus de milieux pauvres en mettant l'accent sur la scolarisation des filles.
46. Fort de ces expériences et suite aux recommandations de la mission d'évaluation indépendante réalisée par le siège du PAM en avril 2003, le projet pilote sera étendu avec l'appui de l'UNICEF à quelque 100 000 enfants par année scolaire. Le programme d'assistance aux enfants encadrés dans des garderies communautaires que l'UNICEF se propose de lancer en 2004 sera également ciblé. Les provinces visées sont Kinshasa (la banlieue), le Katanga, la Province orientale, le Nord et le Sud Kivu. Une ration journalière de 743 kilocalories sera fournie aux bénéficiaires.

⇒ Composante B: Réfugiés

47. Le nombre de réfugiés (angolais et centrafricains) ayant bénéficié d'une assistance du PAM jusqu'en avril 2003 était d'environ 55 000 personnes. Le HCR prévoit de rapatrier tous les réfugiés centrafricains (environ 4 000) d'ici à la fin de 2003. Par ailleurs, selon les résultats préliminaires du recensement réalisé par le HCR en collaboration avec le PAM entre mai et juin 2003 dans deux camps des réfugiés du Bas-Congo, environ 10 000 réfugiés seraient rentrés volontairement en Angola au cours des 12 derniers mois.
48. Compte tenu de ce qui précède, le PAM envisage de subvenir aux besoins complémentaires d'environ 35 000 réfugiés en 2004 et 16 300 réfugiés en 2005, qui bénéficieront d'une distribution générale de rations d'environ 1 054 kilocalories/jour et 1 950 kilocalories/jour pour les groupes vulnérables. Il est prévu de réévaluer, conjointement avec le HCR, les besoins des réfugiés qui n'auront pas été rapatriés d'ici à la fin 2004. L'assistance alimentaire aux réfugiés angolais rapatriés sera fournie dans leurs régions d'origine en Angola.

⇒ Composante C: Redressement

Réinstallation des PDI et des rapatriés

49. La volonté du gouvernement de mettre fin au conflit permet d'envisager la réinstallation d'environ 129 400 familles (385 400 bénéficiaires la première année et 261 600 bénéficiaires la deuxième). Ces personnes, PDI ou rapatriés seront réinstallées dans leurs lieux d'accueil ou d'origine.
50. L'assistance alimentaire apportera 1 613 kilocalories/jour par personne et durera trois mois pour chaque groupe afin de leur permettre de se consacrer à des activités d'autosuffisance telles que l'agriculture (préparation du sol et semis) et la construction d'habitations. Cet appui s'inscrit dans un module plus vaste d'assistance à la réinstallation, comprenant la fourniture d'articles non alimentaires et de services essentiels provenant d'autres intervenants.

Activités vivres-contre-travail

51. Le PAM, en collaboration avec la FAO et les partenaires d'exécution —Agro-Action Allemande, Office allemand de la coopération technique, *Save The Children Fund* et Action contre la faim— continuera la mise en œuvre d'activités de reconstruction et de travaux de réhabilitation des infrastructures communautaires, prenant ainsi le relais des activités de réinstallation. Cette assistance fournira un complément alimentaire en période de soudure ou de crise tout en renforçant les moyens de subsistance. Ces activités auront



lieu dans les régions jugées plus stables à l'intention des communautés marginalisées des populations résidentes. Elles constituent aussi une manière de créer des emplois et un transfert de revenus dans un contexte de détérioration économique.

52. Dans ce contexte, environ 440 500 personnes (soit environ 88 100 familles), dont 208 300 personnes la première année et 232 200 la deuxième, recevront une ration de 2 063 kilocalories/jour dans le cadre de projets de défrichage, de protection et de multiplication des semences, de rénovation des structures sanitaires, de creusage de puits, de réhabilitation des routes de dessertes agricoles, d'aménagement d'espaces maraîchers et de protection de l'environnement. Le PAM, en complément des apports de la FAO, fournira aussi des outils agricoles et des semences.

Activités vivres pour formation

53. Cette activité, qui couvrira 52 500 personnes en 2004 et 73 600 en 2005, ciblera en particulier les femmes victimes de violences sexuelles, les veuves et les orphelins du SIDA ainsi que les adolescents en situation difficile dans les centres d'accueil. La formation ne devra pas dépasser trois mois et la ration individuelle sera de 2 063 kilocalories/jour. Dans la mesure du possible, ce volet sera intégré aux microprojets d'autres partenaires.

Récupération et réinsertion sociale des enfants associés aux forces combattantes

54. L'IPSR 10288.0 fournira chaque année une ration complète de 2 063 kilocalories/jour à environ 15 000 enfants soldats âgés de 6 à 18 ans participant au PDR. Cette assistance s'inscrit dans le cadre du partenariat avec d'autres organisations oeuvrant dans ce domaine, telles que l'UNICEF, le PNUD, la Mission d'observation des Nations Unies en RDC, la Banque mondiale et l'Organisation internationale du travail. Selon les besoins, et si les effectifs des enfants associés aux forces combattantes augmentent sensiblement, le bureau de pays étudiera la pertinence d'un projet spécifique pour promouvoir leur autosuffisance.

**TABLEAU 1: TABLEAU SYNTHÈSE DES RATIONS PROPOSÉES
POUR CHAQUE TYPE DE BÉNÉFICIAIRES**

Activités/Bénéficiaires	Ration journalière par personne (grammes)						Kilocalories
	Farine de maïs	Légumineuses	Huile	Sel	Mélange maïs-soja	Sucre	
PDI	200	60	15	3	0	0	1 054
Réfugiés	200	60	15	5	0	0	1 054
Enfants mal nourris (centre nutritionnel thérapeutique)	0	0	20	3	200	25	1 034
Enfants mal nourris (centre nutritionnel supplémentaire)	100	60	30	3	100	25	1 306
Femmes (centre nutritionnel supplémentaire)	100	60	30	3	100	25	1 306
Vulnérables	400	120	30	5	0	0	2 063
Patients VIH/SIDA	250	90	25	5	200	25	2 287
Réinstallés	300	90	25	4	0	0	1 613
Participants VCT ¹	400	120	30	5	0	0	2 063
VPF	400	120	30	5	0	0	2 063
Alimentation scolaire ²	125	60	10	3	0	0	743
Enfants associés aux forces combattantes	400	120	30	5	0	0	2 063

¹ Ration individuelle pour en faire une ration familiale.

² Les enfants dans les garderies communautaires recevront une bouillie composée de 100 grammes de mélange maïs-soja, 20 grammes d'huile et 25 grammes de sucre.



Besoins des bénéficiaires et assortiment alimentaire

TABLEAU 2: PREMIÈRE ANNÉE—BÉNÉFICIAIRES ET QUANTITÉS REQUISES (tonnes)

Type de bénéficiaires	Total bénéficiaires ¹	Femmes	Hommes	Farine de maïs	Haricots	Huile	Sel	Mélange maïs-soja	Sucre	Total
PDI	247 700	198 100	49 600	8 916	2 675	669	134	0	0	12 393
Réfugiés	35 000	28 000	7 000	2 555	767	192	64	0	0	3 577
Enfants mal nourris	290 300	166 900	123 400	2 613	1 568	871	91	3 484	762	9 389
Vulnérables	189 000	140 200	48 800	27 541	8 278	2 069	313	0	0	38 201
Réinstallés	385 400	308 300	77 100	10 406	3 122	867	139	0	0	14 534
VCT	208 300	166 600	41 700	9 998	3 000	750	125	0	0	13 873
VCF	52 500	42 000	10 500	1 258	379	95	16	0	0	1 748
Personnes vivant avec le VIH/SIDA	79 500	63 600	15 900	2 267	717	185	33	487	61	3 750
Alimentation scolaire d'urgence	100 000	80 000	20 000	4 563	2 190	365	110	0	0	7 228
Enfants Associés aux forces combattantes	15 000	9 000	6 000	1 080	324	81	14	0	0	1 499
Total	1 602 700	1 202 700	400 000	71 253	23 020	6 144	1 039	3 971	823	106 250

¹ Les chiffres indiqués représentent des individus et non des familles.

TABLEAU 3: DEUXIÈME ANNÉE—BÉNÉFICIAIRES ET QUANTITÉS REQUISES (tonnes)

Type de bénéficiaires	Total bénéficiaires	Femmes	Hommes	Farine de maïs	Haricots	Huile	Sel	Mélange maïs-soja	Sucre	Total
PDI	115 500	92 400	23 100	4 161	1 248	312	62	0	0	5 784
Réfugiés	16 300	13 000	3 300	1 193	358	89	30	0	0	1 670
Enfants mal nourris	237 600	136 600	101 000	2 139	1 283	713	75	2 852	624	7 685
Vulnérables	128 700	99 400	29 300	18 756	5 631	1 408	235	0	0	26 030
Réinstallés	261 600	209 000	52 600	7 063	2 119	589	94	0	0	9 864
VCT	232 200	185 700	46 500	11 144	3 343	836	139	0	0	15 462
VCF	73 600	58 800	14 800	1 766	530	132	22	0	0	2 450
Personnes vivant avec le VIH/SIDA	79 500	63 600	15 900	2 267	717	185	33	487	61	3 750
Alimentation scolaire d'urgence	100 000	80 000	20 000	4 563	2 190	365	110	0	0	7 228
Enfants soldats démobilisés	15 000	9 000	6 000	1 080	324	81	14	0	0	1 499
Total	1 260 000	947 500	312 500	54 146	17 743	4 710	799	3 339	685	81 422
Total des besoins pour l'IPSR				125 399	40 763	10 854	1 838	7 310	1 508	187 672



Sélection et mécanisme d'approbation des activités

55. Pour affiner davantage le ciblage géographique et celui des bénéficiaires, l'unité d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité (ACV), en cours d'installation au sein du programme, entreprendra des analyses socio-économiques sur les ménages.
56. Ainsi, une enquête sur la vulnérabilité des ménages à l'insécurité alimentaire et une autre enquête d'identification et d'analyse des stratégies de survie seront organisées chaque année dans des zones d'accueil des PDI selon une méthode participative et communautaire.

Dispositions institutionnelles et sélection des partenaires

57. La coordination des affaires humanitaires est assurée par le Coordonnateur humanitaire du système des Nations Unies, avec l'appui de OCHA. Comme dans la phase précédente, le PAM restera le chef de file pour la coordination de l'aide alimentaire et de la logistique en RDC, en collaboration avec d'autres organismes d'aide alimentaire, tels que le Comité international de la Croix-Rouge et les partenaires bilatéraux.
58. Le PAM continuera de travailler en étroite collaboration avec les autres institutions du système des Nations Unies: FAO (fourniture d'intrants agricoles), UNICEF (fourniture de lait thérapeutique et de médicaments, et diverses formes d'appui aux écoles primaires), HCR (assistance aux réfugiés), OCHA (coordination des évaluations concernant les PDI), Mission d'observation des Nations Unies en RDC (transport), PNUD (renforcement des capacités des communautés), Banque mondiale (PDR) et Fonds des Nations Unies pour la population (activités en faveur des victimes de violences sexuelles). Une étroite collaboration sera également assurée avec les instances gouvernementales appropriées, les ONG et les partenaires d'exécution.
59. Le gouvernement contribuera indirectement au financement du projet par l'exonération des taxes de dédouanement et autres taxes parafiscales des articles alimentaires et non alimentaires importés au titre de l'IPSR 10288.0, ainsi que par l'octroi d'un tarif préférentiel pour les frais portuaires.
60. Le PAM veillera à ce que ses interventions de redressement concordent avec les objectifs de développement du Millénaire et ceux du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement en RDC.

Renforcement des capacités

61. Le PAM est membre actif du groupe thématique sur le renforcement des capacités institutionnelles piloté par le PNUD. Il apportera son concours pour la formation du personnel et l'équipement des bureaux afin de renforcer davantage la capacité des institutions gouvernementales et des partenaires d'exécution, notamment le Programme national de nutrition, les centres nutritionnels et le Fonds social de la République.
62. Le renforcement des capacités du personnel national du PAM demeurera aussi une priorité. Les formations seront axées surtout sur les outils de planification et de gestion du programme tels que suivi-évaluation, ACV et Engagements renforcés du PAM en faveur des femmes.

Dispositions logistiques

63. Le PAM réceptionne les cargaisons dans quatre principaux ports de mer, dont un seul est situé en RDC (Matadi), les autres ports étant au Kenya (Mombasa), en Tanzanie (Dar Es Salaam) et en Afrique du Sud (Durban). Elles sont ensuite acheminées par quatre corridors vers les points de livraison à Goma, Kalémie, Lubumbashi et Matadi.



64. Pour la période 2004–2005, les quantités de denrées à transporter par les corridors seront sensiblement identiques à celles de 2002–2003 (voir annexe IV). Une étude de faisabilité et de coût est prévue avant la fin de 2003 pour emprunter les corridors Walvis Bay–Lubumbashi et Maputo–Lubumbashi ou Beira–Lubumbashi.
65. Au départ des points de livraisons indiqués ci-dessus, le PAM a la responsabilité du transport de l'aide alimentaire jusqu'aux points de livraison avancés, à partir desquels le bureau du pays ou les partenaires se chargent de l'acheminement jusqu'au point de distribution finale. Le transport fluvial reste le moyen de transport le plus développé et l'un des plus fiables en RDC. Pour ce qui est du transport routier, la RDC compte plus de 98 pour cent de routes non asphaltées, ce qui rend le transport difficile et augmente les délais de livraisons et les coûts logistiques. Les frais se chiffrent à 47 941 442 dollars, soit une moyenne de 255,4 dollars la tonne, contre un taux initial de 291 dollars la tonne pour l'IPSR 6274.00 (réduction de 12,2 pour cent). Comparé au taux révisé à la hausse de 304,2 dollars la tonne que le Conseil d'administration du PAM a approuvé en février 2003 pour l'IPSR 6274.00, c'est une réduction de 16 pour cent qui a été consentie sur les frais de logistique.
66. En raison de la précarité de la sécurité et de la vétusté des infrastructures routières et ferroviaires, des ponts aériens réguliers seront organisés depuis Kalémie vers différents points de livraisons avancés situés dans la province du Katanga. Le volume total à transporter par voie aérienne est estimé à 15 410 tonnes, pour un coût moyen de 570 dollars la tonne. La stratégie du PAM de s'impliquer davantage dans les travaux de réhabilitation des infrastructures routières, financés par des opérations spéciales, sera maintenue tout au long du projet.
67. Le suivi des mouvements des vivres est assuré par le système d'analyse et de suivi des mouvements des produits installé dans tous les bureaux auxiliaires, mais aussi grâce aux informations quotidiennes envoyées par les bureaux du PAM dans les pays voisins, y compris le bureau régional situé à Kampala.

Suivi et évaluation

68. Des modèles pour les rapports et des listes de vérification ont été élaborés afin d'uniformiser la collecte des données. Un cadre logique a été établi (voir annexe III) pour indiquer la démarche logique de l'intervention. Un plan de suivi-évaluation basé sur ce cadre logique sera également établi.
69. Le bureau de pays renforcera les directives opérationnelles pour chaque activité en fournissant des indications détaillées sur le processus de sélection des projets, les critères de sélection des bénéficiaires et des partenaires opérationnels.
70. Les types de données minimales —ventilées par sexe— collectées par chaque partenaire d'exécution seront indiqués dans les protocoles d'accord et seront transmis aux bureaux auxiliaires du PAM sur une base mensuelle ou trimestrielle. Les données seront ensuite consignées dans les rapports mensuels et trimestriels, rassemblées et saisies dans une base de données gérée par le bureau de pays qui procédera à leur analyse aux fins de la prise de décisions.
71. Le PAM, en étroite collaboration avec ses partenaires, établira des évaluations conjointes des besoins (alimentaires) d'urgence et du suivi de l'assortiment alimentaire et du suivi post-distributions. Le bureau de pays mènera aussi deux enquêtes sur la mise en oeuvre des Engagements renforcés du PAM en faveur des femmes.



72. Chaque trimestre, le bureau de pays, en collaboration avec les bureaux auxiliaires et ses partenaires, convoquera une réunion d'examen du système de suivi-évaluation. En outre, le bureau de pays entreprendra, au début de 2005, une évaluation à mi-parcours avec le concours de consultants nationaux. Lorsque l'opération sera presque parvenue à son terme, une évaluation externe sera organisée par le bureau régional qui sera également associé, le cas échéant, aux différentes évaluations et mesures de suivi-évaluation décrites ci-dessus.

Bureaux auxiliaires et personnel

73. Pour des raisons de coût-efficacité, le PAM envisage de fermer les deux bureaux auxiliaires de Kahemba et Kisengue et d'en ouvrir de nouveaux dans les zones les plus touchées par les conflits armés: Bunia, Uvira, Kindu, Beni, Mbuji-Mayi et Gemena, tandis que les bureaux auxiliaires de Kimpese, Mbandaka, Kisangani, Goma, Bukavu, Kalémie, Lubumbashi seront maintenus. Compte tenu du volume de travail, il faudra recruter du personnel (national et international) dans les différents bureaux auxiliaires et au sein du bureau de pays.

Mesures de sécurité

74. Dans les zones de l'est du pays où la sécurité est précaire, les stocks de produits alimentaires seront maintenus à un niveau minimum pour répondre aux interventions prioritaires, avec une attention particulière pour la sécurité des biens et des personnes.
75. Le bureau renforcera son réseau de télécommunications en vue de couvrir le pays d'une manière plus fiable et conforme aux normes opérationnelles de sécurité. La stratégie consistera à améliorer les installations déjà existantes en cherchant, autant que faire se peut, à partager les coûts avec les autres organismes des Nations Unies.

Évaluations des risques et hypothèses

76. Cette opération est basée sur un scénario optimiste: le développement positif de la crise en RDC. Le scénario moins optimiste sera pris en compte dans le plan prévisionnel d'intervention d'urgence ("plan de contingence"). Pour cette opération, les hypothèses sont les suivantes: i) le gouvernement est favorable aux activités humanitaires, en particulier à la réinstallation des PDI; ii) des terres arables seront distribuées ou rendues accessibles en quantité suffisante; iii) il y aura suffisamment de partenaires d'exécution; iv) des articles non alimentaires seront disponibles pour mettre rapidement en œuvre les programmes de redressement; et v) l'accès aux populations qui ont besoin d'aide sera assuré en toute sécurité. Tous ces facteurs seront systématiquement suivis et évalués et le plan prévisionnel d'intervention d'urgence, régulièrement mis à jour.

Stratégie de retrait

77. Pendant l'exécution de l'IPSR 10288.0 et en fonction des progrès accomplis dans le processus de paix et de réunification du pays, le PAM s'efforcera de réduire progressivement son assistance d'urgence dans les zones relativement calmes et de l'orienter vers des activités de redressement, afin de favoriser le renforcement des mécanismes de survie et le redressement des économies locales.

Mécanisme d'urgence

78. Comme pendant la phase précédente, cette opération garde une certaine souplesse de mise en œuvre: les ressources destinées aux activités d'urgence pourraient être réorientées vers des activités de relèvement et de redressement, et vice versa.



79. Par ailleurs, les indicateurs de risques et hypothèses contenus dans le cadre logique de l'opération feront l'objet d'un suivi systématique pour permettre au bureau de pays de mettre régulièrement à jour le plan prévisionnel d'intervention d'urgence.

BESOINS EN RESSOURCES ET BUDGET

80. L'IPSR 10288.0 nécessitera au total 187 672 tonnes de produits alimentaires: céréales, huile végétale, légumineuses, mélange maïs-soja, sucre et sel. Le coût estimatif est de 56 543 364 dollars et le coût total du projet pour le PAM s'élève à 157 873 029 dollars, dont 124 741 327 dollars au titre des coûts opérationnels directs. Avec 22 803 560 dollars au titre des coûts d'appui directs, soit 18,3 pour cent des coûts opérationnels directs, le budget prévisionnel d'appui direct peut paraître élevé comparé à l'IPSR précédente où cette ligne budgétaire n'était que de 9 455 540 dollars pour des coût opérationnels directs de 94 767 396 dollars, soit 10 pour cent. Mais l'insuffisance de ce montant a privé le bureau de pays du minimum de moyens financiers requis pour la mise en œuvre efficace de l'IPSR 6274.00. Le montant proposé des coûts d'appui directs pour l'IPSR 10288.0 a été largement discuté pendant la session du comité d'examen des projets, et des justifications ont été apportées à la satisfaction des participants (ouverture de nouveaux bureaux auxiliaires). L'insuffisance des moyens financiers et humains dans le budget de l'IPSR 6274.00 avait fait l'objet de critiques de la part de plusieurs responsables et observateurs extérieurs et intérieurs au PAM.
81. La quantité de denrées prévue au budget de l'IPSR 10288.0 pourrait être réduite compte tenu des reliquats de vivres des deux projets en cours dans le pays (IPSR 6274.00 et opération d'urgence 10280.0). Selon les projections basées sur les distributions planifiées, un total d'environ 38 306 tonnes de denrées pourrait être disponible sur les quantités initialement inscrites au budget, dont 22 876 tonnes de l'IPSR 6274.00 et 15 430 tonnes de l'opération d'urgence 10280.0. La prise en compte de ces chiffres ramènerait les besoins nets de l'IPSR 10288.0 à 149 366 tonnes, mais ces données étant basées sur des prévisions et non sur des disponibilités physiques réelles, elles restent largement tributaires du niveau de financement et de mise en œuvre effectifs des deux projets; aussi ne sont-elles fournies qu'à titre indicatif. En conséquence, les besoins en denrées de l'IPSR proposée sont bruts.
82. Pour les mêmes raisons, les données disponibles au moment de l'élaboration du présent document ne permettent pas d'avancer des chiffres fiables concernant le reliquat prévisible des budgets d'appui directs des deux projets. Par conséquent, les chiffres expriment les besoins bruts de l'IPSR 10288.0.

RECOMMANDATION

83. Il est recommandé au Conseil d'administration d'approuver la présente IPSR, qui est conçue pour venir en aide à environ 2 480 000 personnes sur les deux années du projet. Le coût des produits alimentaires s'élève à 56 543 364 dollars et le coût pour le PAM à 157 873 029 dollars.



ANNEXE I

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET

	Quantité (tonnes)	Coût moyen par tonne	Valeur (dollars)
COÛTS POUR LE PAM			
A. Coûts opérationnels directs			
Produits ¹			
– Farine de maïs	125 399	231	28 967 169
– Légumineuses	40 763	393	16 019 859
– Huile végétale	10854	851	9 236 754
– Mélange maïs-soja	7 310	258	1 885 980
– Sucre	1 508	240	361 920
– Sel iodé	1 838	39	71 682
Total, produits	187 672		56 543 364
Transport extérieur		92,63	17 384 666
Transport intérieur			13 824 916
Total partiel, TIEM			34 116 015
Total, TTEM		255,45	47 941 442
Autres coûts opérationnels directs			2 871 855
Total, coûts opérationnels directs			124 741 327
B. Coûts d'appui directs (voir l'annexe II pour les détails)			22 803 560
Total, coûts d'appui directs			147 544 887
C. Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent du total des coûts directs)			10 328 142
COÛTS TOTAUX POUR LE PAM			157 873 029

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. La gamme précise de produits et les quantités effectives à fournir au projet comme à tous les projets bénéficiant de l'appui du PAM peuvent varier au fil du temps en fonction des disponibilités du PAM et du marché intérieur dans les pays bénéficiaires.



ANNEXE II**BESOINS D'APPUI DIRECTS (en dollars)****Dépenses de personnel**

Administrateurs internationaux	5 130 750
Administrateurs nationaux	280 000
Personnel international des services généraux	850 000
Personnel national des services généraux	4 872 000
Personnel temporaire	89 890
Heures supplémentaires	85 275
Incitations	2 560 452
Consultants internationaux	134 420
Consultants nationaux	251 904
Volontaires des Nations Unies (internationaux)	1 287 000
Voyages officiels du personnel	1 420 572
Formation et développement du personnel	543 121
Total partiel	17 505 384

Dépenses de bureau et autres coûts récurrents

Location des locaux	672 800
Services collectifs	608 100
Fournitures de bureau	192 992
Communication et services TI	461 134
Assurance	65 870
Réparation et entretien du matériel	66 000
Coûts d'entretien et d'exploitation des véhicules	452 598
Autres dépenses de bureau	592 628
Total partiel	3 112 122

Matériel et autres coûts frais fixes

Mobilier, outils et matériel	484 454
Véhicules	751 500
Matériel TC/TI	950 100
Total partiel	2 186 054

TOTAL COÛTS D'APPUI DIRECTS	22 803 560
------------------------------------	-------------------



RÉSUMÉ DU CADRE LOGIQUE—IPSR RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO 10288.0

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Moyens et sources de vérification	Hypothèses et risques
<p>But</p> <p>Contribuer à la survie et la réinstallation d'environ 2,5 millions de personnes affectées par les conflits armés en RDC pendant la période 2004–2005</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mortalité des enfants de moins de 5 ans < 1/10 000 ➤ Pourcentage des dépenses des ménages consacrées à la consommation alimentaire ➤ Indice du développement sexospécifique ➤ Indice agrégé de la sécurité alimentaire des ménages 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Rapport MICS de l'UNICEF. ➤ Rapports ACV du PAM ou d'enquête sur l'économie des ménages ➤ Rapport national sur le développement humain durable (PNUD) ➤ Rapport du Ministère de la santé 	<p>Existence de conditions politiques et de sécurité adéquates afin que les actions humanitaires et de redressement/ développement soient durables à long terme</p>
<p>Objectif 1</p> <p>Amélioration et/ou stabilisation des disponibilités alimentaires des ménages et de l'état nutritionnel des populations cibles (328 500 PDI, 35 000 réfugiés, 456 600 enfants mal nourris, femmes enceintes et mères allaitantes, 120 000 personnes infectées ou affectées par le VIH/SIDA et 279 000 autres groupes vulnérables) dans les régions ciblées</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage du taux de malnutrition (sévère ou modérée) des enfants de moins de 5 ans parmi les PDI ou les réfugiés ➤ Pourcentage du taux d'insuffisance pondérale des nouveau-nés. ➤ Prévalence des carences en micronutriments dans la population ciblée. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Rapport MICS de l'UNICEF ➤ Rapports d'enquêtes nutritionnelles conduites par le PAM ou les partenaires dans les zones ciblées. ➤ Rapport de la mission conjointe PAM-HCR d'évaluation des besoins alimentaires ➤ Rapport du Programme national de nutrition 	<p>D'autres causes sous-jacentes de la malnutrition sont ciblées par d'autres interventions (Nations Unies, gouvernement ou autres partenaires)</p>
<p>Résultat 1.1</p> <p>Un minimum de besoins énergétiques et nutritionnels pour satisfaire équitablement les groupes cibles (en kilocalories/jour/ personne)</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ PDI (1 054) ➤ enfants mal nourris (1 300) ➤ femmes enceintes/mères allaitantes (1 306) ➤ autres groupes vulnérables (2 063) 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Quantité, composition et valeur calorique journalière de la ration du PAM par catégorie, âge et sexe ➤ Nombre de bénéficiaires ventilés par sexe recevant les rations journalières par type d'activités. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Rapports mensuels de distribution des vivres du PAM ➤ Rapports de suivi par contact avec les bénéficiaires ➤ Rapports de suivi post-distribution 	<p>Sécurité assurée pour permettre aux partenaires d'exécution et aux bénéficiaires, particulièrement les femmes et les enfants, d'avoir accès facilement et librement aux sites de distribution</p>



RÉSUMÉ DU CADRE LOGIQUE—IPSR RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO 10288.0

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Moyens et sources de vérification	Hypothèses et risques
<p>Résultat 1.2 Satisfaction des besoins nutritionnels minimums journaliers des enfants et autres personnes grâce à l'alimentation complémentaire et thérapeutique</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Quantité, composition et valeur calorique journalière de la ration du PAM par catégorie, âge et sexe ➤ Nombre d'enfants nourris, de femmes enceintes et mères allaitantes enrôlés dans les centres nutritionnels thérapeutiques et ou complémentaires ➤ Nombre de personnes vulnérables bénéficiant d'une assistance dans les hospices ou les hôpitaux 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Rapports mensuels de distribution des vivres du PAM ➤ Rapports de suivi par contact avec les bénéficiaires ➤ Rapports de suivi post-distribution 	<p>Sécurité assurée pour permettre aux partenaires d'exécution et aux bénéficiaires, particulièrement les femmes et les enfants, d'avoir accès facilement et librement aux sites de distribution</p>
<p>Résultat 1.3 Les femmes représentent 80 pour cent des récipiendaires d'aide alimentaire et 70 pour cent des membres actifs des comités de gestion</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage de femmes recevant directement les vivres au nom de leur famille ➤ Pourcentage de femmes participant aux comités de gestion et de distribution des vivres 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Rapports mensuels de distribution des vivres du PAM ➤ Rapports de suivi par contact avec les bénéficiaires ➤ Rapports de suivi post-distribution 	<p>La culture n'est pas un obstacle à la participation des femmes aux comités de gestion et de distribution des vivres</p>
<p>Résultat 1.4 Quantité des vivres reçus par 120 000 personnes infectées ou affectées par le VIH/SIDA</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Quantité, composition et valeur calorique journalière de la ration du PAM par catégorie et sexe ➤ Nombre estimatif de personnes infectées ou affectées par le VIH/SIDA ayant bénéficié de l'assistance du PAM, par sexe 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Rapports mensuels de distribution des vivres du PAM ➤ Rapports de suivi par contact avec les bénéficiaires/post-distribution ➤ Rapports de fin de projet des partenaires d'exécution et du gouvernement (PNLS) 	<p>D'autres articles non alimentaires (y compris la disponibilité des médicaments anti-rétroviraux) sont mis à la disposition des populations ciblées</p>



RÉSUMÉ DU CADRE LOGIQUE—IPSR RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO 10288.0

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Moyens et sources de vérification	Hypothèses et risques
<p>Objectif 2</p> <p>Amélioration de l'accès des communautés ciblées aux actifs durables y compris la formation et la réhabilitation des infrastructures communautaires</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 568 500 PDI/rapatriés ➤ 30 000 enfants associés aux forces combattantes ➤ 178 200 participants aux activités VCT et VPF ➤ 120 000 personnes infectées ou affectées par le VIH/SIDA 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de personnes réinstallées (PDI/rapatriés) ou réinsérées (enfants associés aux forces combattantes), par sexe ➤ Nombre de personnes ayant accès aux actifs créés, par catégorie et par sexe ➤ Nombre de bénéficiaires ayant reçu une formation 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Rapport d'enquête sur l'économie des ménages dans les communautés ciblées (PAM) ➤ Rapport ACV (PAM) ➤ Rapports de fin de projet (partenaires opérationnels) ➤ Rapport d'évaluation (UNICEF/Bureau national de démobilisation et de réinsertion) 	<p>Des articles non alimentaires (terres arables et intrants agricoles, médicaments anti-rétroviraux) sont mis à la disposition des populations ciblées en temps voulu</p> <p>Mise en oeuvre de la stratégie gouvernementale de désarmement, démobilisation et réinsertion des ex-combattants (PDR)</p>
<p>Résultat 2.1</p> <p>Quantité de vivres reçus par 568 500 PDI réinstallées et par 30 000 enfants ex-combattants démobilisés</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Quantité, composition et valeur calorique journalière de la ration du PAM par catégorie, âge et sexe ➤ Nombre de personnes ayant reçu les rations, par catégorie, âge et sexe 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Rapports mensuels de distribution des vivres du PAM ➤ Rapports de suivi par contact avec les bénéficiaires (PAM) ➤ Rapports d'activités des partenaires d'exécution 	<p>Des articles non alimentaires (semences, outils agricoles et autres) sont disponibles en temps voulu</p> <p>Les zones de réinstallation des PDI demeurent accessibles et sûres</p>
<p>Résultat 2</p> <p>Quantité de vivres reçus par 178 200 personnes participant chaque année à la création d'actifs durables par des activités VCT et VPF</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Quantité et composition de la ration du PAM par catégorie, âge et sexe ➤ Nombre de participants aux activités VCT et VPF (sauf ceux bénéficiant de l'alimentation scolaire), par sexe ➤ Quantité d'articles non alimentaires distribués, par catégorie et sexe 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Rapports mensuels de distribution des vivres du PAM ➤ Rapports de suivi par contact avec les bénéficiaires (PAM) ➤ Rapport de situation du PAM ➤ Listes/rapports de distribution des articles non alimentaires 	<p>Des articles non alimentaires (semences, outils agricoles et autres) sont disponibles en temps voulu</p> <p>Des partenaires d'exécution sont capables de mettre en place des activités VCT</p>

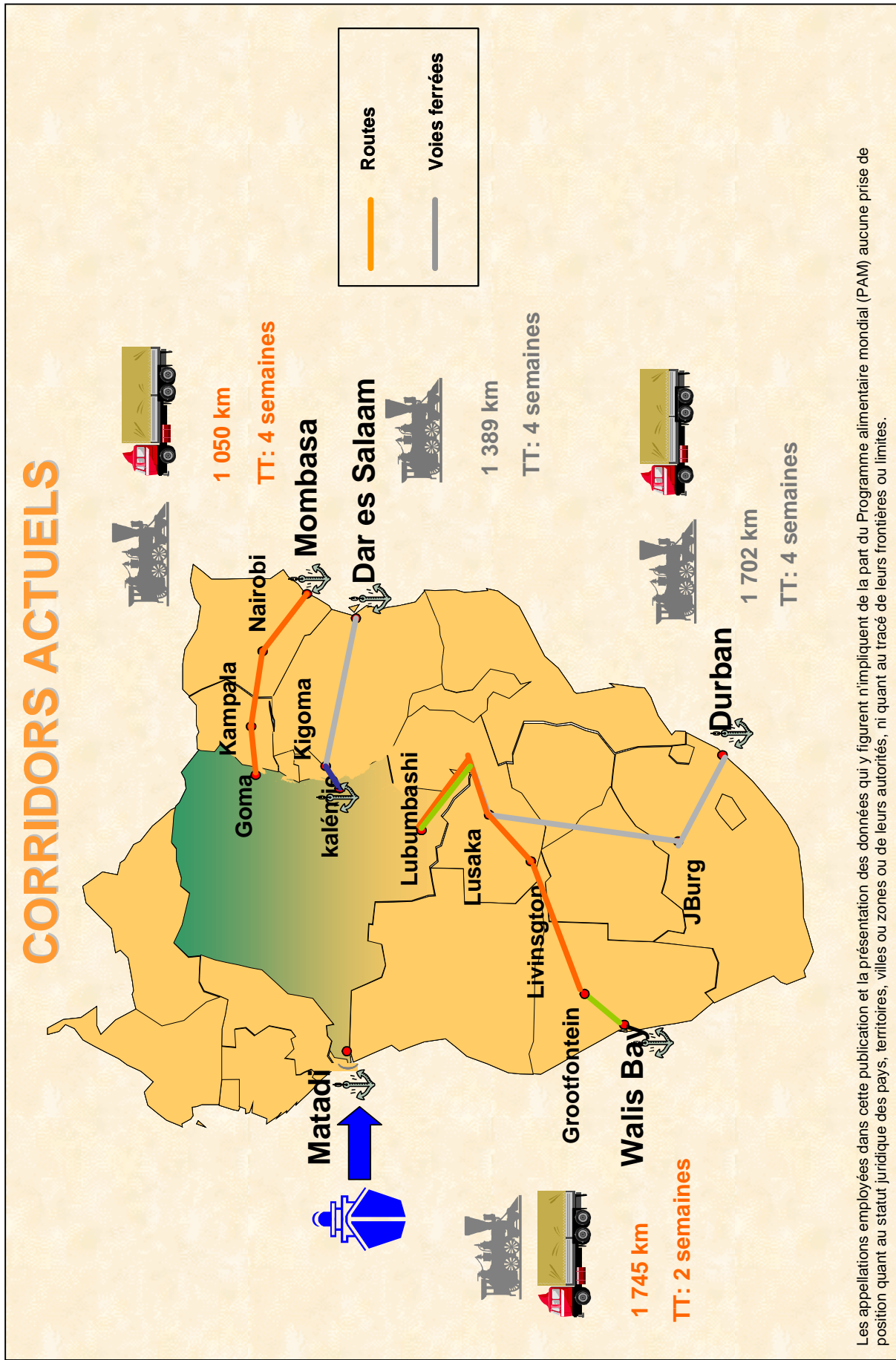


RÉSUMÉ DU CADRE LOGIQUE—IPSR RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO 10288.0

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Moyens et sources de vérification	Hypothèses et risques
<p>Résultat 2.3 Quantité de vivres reçus par 120 000 personnes infectées ou affectées par le VIH/SIDA</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Quantité, composition et valeur calorique journalière de la ration du PAM par catégorie et sexe ➤ Nombre estimatif de personnes infectées ou affectées par le VIH/SIDA ayant bénéficié de l'assistance du PAM, par sexe 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Rapports mensuels de distribution des vivres du PAM ➤ Rapports de suivi par contact avec les bénéficiaires/post-distribution ➤ Rapports de fin de projet des partenaires d'exécution et du gouvernement (PNLS) 	<p>D'autres articles non alimentaires (médicaments anti-rétroviraux) sont mis à la disposition des populations ciblées</p>
<p>Objectif 3 Amélioration du taux de fréquentation, d'assiduité et de réussite de 100 000 écoliers (filles et garçons) avec un accent particulier sur l'éducation des filles</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux de réussite ➤ Taux de fréquentation ➤ Taux d'assiduité 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Registre de la division provinciale de l'éducation ➤ Rapports d'études de référence et/ou d'évaluations thématiques du PAM 	<p>La situation sécuritaire permet aux parents d'envoyer leurs enfants (surtout les filles) à l'école</p> <p>D'autres causes sous-jacentes de la non-scolarisation sont ciblées par d'autres intervenants</p>
<p>Résultat 3.1 100 000 filles et garçons recevant un repas à l'école pour inciter leurs familles à les envoyer et les maintenir à l'école</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Quantité, composition et valeur calorique journalière de la ration du PAM par catégorie, âge et sexe ➤ Nombre de garçons et filles ayant reçu les rations, par niveau de classe et par zone géographique 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Statistiques des écoles assistées ➤ Rapports mensuels de distribution des vivres (partenaires opérationnels) ➤ Liste des écoles soutenues par le PAM 	<p>D'autres ressources non alimentaires sont disponibles au niveau des écoles</p> <p>La distribution de vivres incite les parents à envoyer leurs enfants à l'école</p>

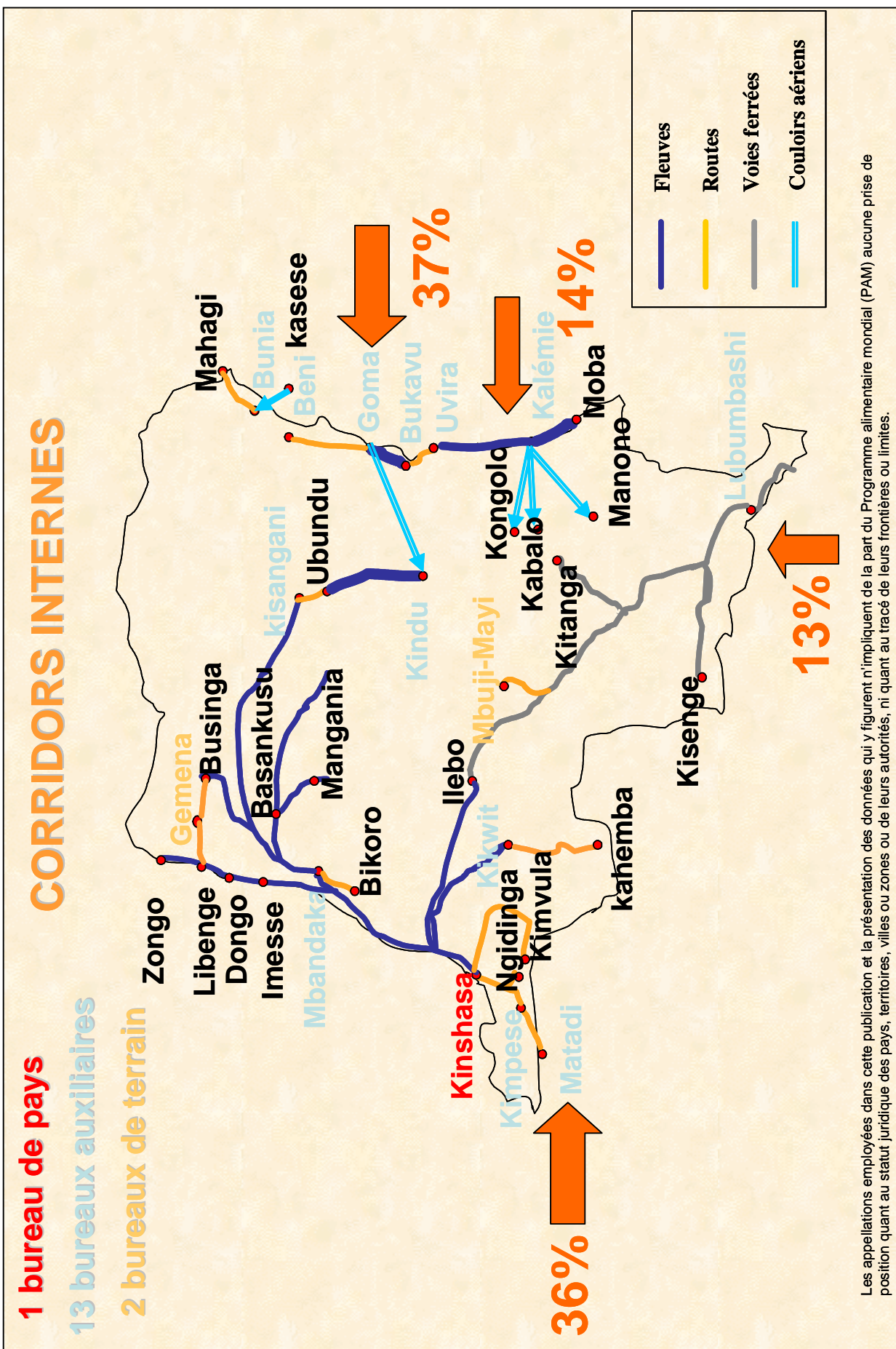


ANNEXE IV



Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.





LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
MICS	Enquête par grappes fondée sur des indicateurs multiples
OCHA	Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
PDI	Personne déplacée à l'intérieur de son propre pays
PDR	Programme de désarmement et de réinsertion
PNLS	Programme national de lutte contre le SIDA
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RDC	République démocratique du Congo
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCT	Vivres-contre-travail
VPF	Vivres pour la formation